

Quand la presse marocaine appelait au boycott des juifs

vendredi 19 juillet 2019, par [HATIMI Mohammed](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2017).

Juin 1967, une guerre de six jours qui n'en finit pas · Au lendemain de la guerre de juin 1967, les principaux organes de presse marocains s'engageaient tambour battant dans une campagne appelant au boycott contre les juifs. Cette même presse, qui avait longtemps prêché la symbiose judéo-musulmane, se laissa entraîner dans une dérive passionnée qui prit pour cible autant les juifs marocains que l'État d'Israël.

“Le minaret s'est écroulé, pendez le barbier.”

(proverbe marocain)

Dans sa livraison du 5 août 1967, *Le Monde* traite de la situation au Maroc après [la défaite des armées arabes face à Israël](#). Plusieurs indices permettent de penser que Louis Gravier, correspondant permanent à Rabat, tenait ses informations de sources sûres, lesquelles voulaient utiliser la notoriété du journal parisien pour faire passer le message. Gravier relatait les dispositions sécuritaires prises par les autorités, l'état d'esprit de la population, les positions des partis politiques, etc. Un titre secondaire, en gras, attire l'attention : « Psychose de départ chez les israéliques ». Il y est question de panique réelle, de départ temporaire pour les uns « *en attendant que la tension s'apaise* », définitif — autrement dit un exode — pour bien d'autres.

« AU MAROC, IL N'Y A QUE DES MAROCAINS »

En 1967, 60 000 juifs continuaient de vivre au Maroc, « le plus grand nombre de juifs dans un pays arabe » aimait-on se vanter (des gens qui croyaient encore en la possibilité d'une harmonie qu'ils pensaient de leur devoir de faire perdurer). Leurs institutions fonctionnaient tant bien que mal. La communauté continuait de jouir des attentions des autorités politiques. À l'occasion de la fête religieuse de Yom Kippour (le jour du Grand Pardon), il était de coutume de recevoir les vœux du gouvernement. Le ministre de l'intérieur faisait le déplacement à la grande synagogue de Casablanca et prenait part aux prières puis aux festivités. Plusieurs cabinets de ministres comptaient des cadres juifs à qui étaient confiés des dossiers de grande importance. Avoir un bras droit juif passait pour un signe d'efficacité et d'ouverture. En outre, les capitaux juifs n'avaient nullement souffert de la succession de bouleversements, monétaires et autres, qui avaient affecté de façon sensible la plupart des secteurs économiques marocains stratégiques. Le commerce tenait bon. Les anciens circuits avaient laissé place à de nouveaux, tout aussi lucratifs. Dans le domaine des arts aussi, les artistes juifs occupaient le devant de la scène.

Comme sur le plan communautaire on cherchait à ne pas faire de vagues, les problèmes étaient résolus dans la discrétion et le compromis. « *C'était une communauté exsangue, qui n'aspirait qu'à se faire oublier par les vents trop contraires de l'Histoire* » [1] Victor Malka, longtemps responsable de *La voix des communautés*, l'unique organe de presse juive dans le Maroc indépendant, donne une idée de la situation où étaient acculés les juifs du Maroc :

“Entre l’année 1961 et le mois de juin 1967, où éclate la guerre de six jours, la communauté israélite mène une vie sans gloire. Repliée sur elle-même par la force des choses, elle observe l’avenir, les yeux constamment tournés vers le palais royal, attendant sollicitude, compréhension et, si besoin est, protection.”

Victor Malka, *La mémoire brisée des Juifs du Maroc*, Paris, éditions Entente, 1978, p. 59-60.

Se faire oublier revenait dans les faits à se faire oublier par la presse. Pendant les premières années de l’indépendance (acquise en 1956), les médias, pour l’essentiel partisans, avaient adopté une approche responsable s’agissant de la « question juive » marocaine. À l’instar des diverses nouvelles forces d’encadrement destinées à éduquer les masses et à promouvoir les valeurs de la citoyenneté, ils prêchaient la bonne parole en vue de donner de la consistance à un vœu communautaire partagé : l’intégration des juifs dans la société. « *Au Maroc, il n’y a pas des juifs et des musulmans, il y a seulement des Marocains* », aimait-on répéter. Soucieux de s’en tenir à la règle qui admet une différence entre être juif et être sioniste, les journaux de l’Istiqlal, *Al Alam* et *L’Opinion*, à l’époque largement lus, s’appliquaient, sauf rares exceptions, à faire la part des choses.

L’ÈRE DU SOUPÇON

La donne changea en 1961, peu avant la mort de Mohammed V. L’affaire du Pisces (10 janvier 1961), une embarcation qui sombra en Méditerranée alors qu’elle transportait une cinquantaine de juifs fuyant le pays, avait révélé l’existence de réseaux d’émigration illégale. On jeta l’anathème sur le régime, accusé de manquer au devoir de respect de la liberté de circulation. Une partie de la presse internationale parlait de « rideau de fer » ; la presse marocaine, elle, parlait de complot. Plus grave, toute la communauté devint suspecte : de telles opérations pouvaient-elles se passer de l’aval, tacite au moins, des institutions juives ? Comment faire confiance à des gens qui « ne portent pas le pays dans leur cœur » et complotent sans gêne avec l’ennemi sioniste ? Et les autorités marocaines ? Elles si efficaces dans la traque de leurs opposants politiques paraissaient, aux yeux de la presse partisane, résignées face aux stratagèmes sionistes, jusqu’à paraître complices.

L’accord secret passé entre l’entourage immédiat du prince Moulay Hassan le futur Hassan II et les représentants du gouvernement israélien était un secret de Polichinelle. Il s’agissait d’un *gentleman agreement* qui, après de longs marchandages, stipulait qu’en échange de compensations en dollars, les juifs encadrés par l’Agence juive avaient la permission de quitter le pays à condition que les opérations d’évacuation se passent dans une totale discrétion [2]. En somme, observant que l’exode continuait et qu’il ne servait à rien de ménager les juifs, les journalistes, conscients du malaise général, optèrent pour la fuite en avant, surtout lorsqu’à travers eux on cherchait à se confronter au pouvoir monarchique et aux politiciens libéraux proches du roi. Dès lors, tenir dans les pages des journaux des propos hostiles aux juifs, parfois antisémites, sans être une pratique courante, était devenue une dérive récurrente. Nul ne s’en offusquait. De fait, elle ne manquait pas d’adeptes, dans les milieux libéraux surtout.

En juin 1967, pendant les trois semaines qui avaient précédé [le déclenchement des hostilités entre Israël et ses voisins](#), la presse entretenait le suspens, s’attaquant sans réserve ni retenue à Israël, aux puissances occidentales, à l’impérialisme, au colonialisme, aux régimes réactionnaires arabes... Mais nulle mention n’était faite des juifs marocains. Cependant, la déconfiture des armées égyptienne, syrienne et jordanienne eut l’effet d’un coup de poignard : « *Seule la déportation de Mohammed V en 1953 a provoqué un traumatisme comparable. (...) C’était le deuil* », dit si bien l’article précité de Malka. Zakya Daoud, alors jeune journaliste, raconte l’état d’esprit de la population :

“La guerre de six jours éclate, provoquant un choc durable dans les opinions arabes, ce dont rendent compte les gens que nous interviewons dans la rue et autour de nous : ils sont amers et sans espoir pour l’avenir. Mieux que les politiques, ils ont compris qu’il s’agissait d’un tournant irrémédiable. Pour eux la défaite est une honte, une tare indéniable. Certains prônent la négociation, d’autres la guerre à tout prix, tous rendent le sionisme responsable de cette catastrophe. À partir de cette guerre, la Palestine est, pour longtemps, un problème intérieur marocain.”

Zakya Daoud, *Les années Lamalif 1958-1988 : Trente ans de journalisme au Maroc*, Casablanca, Tareq éditions, 2007, p. 176.

CHASSE AUX « TRAÎTRES »

La population juive, elle, eut à revivre une expérience que la mémoire collective avait refoulée au plus profond : être prise pour cible et tenue pour responsable des maux endémiques et conjoncturels dont souffre la nation. On retenait son souffle, ne comptant que sur la fermeté et la détermination du Makhzen. Le malaise s’était installé dès les débuts de la crise. Les autorités avaient pris les précautions nécessaires selon des schémas préétablis. Les quartiers populaires juifs fermés, appelés *mellahs*, étaient mis sous étroite surveillance ; n’y accédaient que les habitants et les personnes autorisées. Les institutions, synagogues, cimetières, clubs et quelques grands commerces juifs étaient aussi entourés de cordons sécuritaires discrets, mais supposés imperméables. Plus la tension montait au Proche-Orient, plus le dispositif se renforçait. Les responsables communautaires étaient invités — parfois sommés — de conseiller la prudence et la discrétion à leurs coreligionnaires. Le ministre de l’intérieur, le général Mohamed Oufkir, « connu pour ses sympathies envers la communauté juive » [3], veillait personnellement à mettre sur pied un dispositif qu’il voulait efficace même en cas de débordement. Si les familles aisées préféraient se payer des vacances à l’étranger, celles du *mellah* n’avaient d’autre choix que de se terrer.

Une fois les hostilités lancées, les juifs qui osaient s’aventurer hors de chez eux étaient systématiquement pris à partie. L’assassinat de sang-froid selon les rumeurs circulant dans les *mellahs*, le 11 juin 1967, de deux jeunes juifs en pleine ville nouvelle à Meknès avait fait l’effet d’un accélérateur d’angoisse. Les six jours du combat parurent interminables. On espérait une fin heureuse, mais on n’osait imaginer les répercussions en cas de victoire de l’armée israélienne :

“Une ambiance de “chasse aux traîtres” est instaurée par partis politiques et syndicats dans les quatre coins du pays. Les juifs se terrent ; ils s’enferment entre les quatre murs de leurs appartements. Dans leur travail, on ne leur adresse plus la parole, des juifs communistes, violemment anti-israéliens pourtant, sont pris à partie. Dans la rue, des passants crachent sur les juifs, les lapident ou bien encore les dépouillent de leurs chapeaux. C’est l’ère du mépris et de la mise en quarantaine légale des juifs du pays qui commence. Le temps de la ségrégation. Fini le temps de la tolérance. Voici venir celle du soupçon [4].”

PROPAGANDE ET AMALGAMES

Ce qui affecta de façon irrémédiable les juifs marocains fut sans aucun doute la campagne de presse qui les visait, ne ménageant ni les sensibilités ni les symboles, ni même des individus dont l’engagement pour les causes nationales était pourtant manifeste. Limitons-nous aux mots d’ordre affichés en gras en haut et en bas des pages d’*Al Alam* et de *L’Opinion* (de l’Istiqlal), tant ils rendent compte de la détermination de ceux appelant au boycott :

- Eh, vous jeunes de cette génération, apprenez les industries qui jusqu'à récemment étaient l'apanage des sionistes, et ce pour libérer notre pays de la mainmise de la main d'œuvre sioniste.
- Le peuple marocain est déterminé à boycotter les sionistes, n'hésite pas à prendre part au consensus national.
- Avant de souscrire à une assurance, choisis une société d'assurance dont les prioritaires ne sont pas sionistes.
- Souviens toi, mon frère, que quelques chaussures, boissons fraîches, cigarettes, tissus, salles de cinéma, cafés, savons, maisons de couture, magasins de voitures et de gâteaux, sont là pour te prendre tes dirhams et les donner aux ennemis de la nation.
- Il est temps pour que le capital marocain fonde des nouvelles industries et entreprises dans les secteurs auparavant sous domination sioniste.
- Le *samsar* (intermédiaire) sioniste te prend une commission, Israël lui prend un pourcentage sur cette commission. Ainsi avec ton argent, on achète un canon destiné à détruire la mosquée Al-Aqsa.
- Le coiffeur, le tailleur et la vendeuse de produits de luxe te prennent tes sous pour acheter le fusil qui tue tes frères. ...

La liste est interminable. Les premiers visés étaient essentiellement les juifs qui travaillaient dans les secteurs productifs exigeant une formation appropriée et un minimum de savoir-faire. Ces appels faisaient volontairement l'amalgame entre juifs nationaux et sionistes, ou pour dire les choses à la façon des promoteurs de la campagne, un juif est forcément un sioniste, et tout commerçant et cadre juif est d'emblée un agent du sionisme. Les objectifs du boycott étaient explicitement énumérés par le journal de gauche *L'Avant-garde* :

Il ne se limitera pas au secteur du commerce ou aux travailleurs des docks. Dans toutes les entreprises, aussi bien privées que d'État, les travailleurs marocains refusent de coopérer avec les agents de l'ennemi. Il en est de même dans les professions libérales où avocats, médecins, architectes ont décidé de soutenir l'action unanime du peuple marocain en épurant leurs rangs des éléments impérialo-sionistes (...) La révélation brutale de l'ampleur de l'emprise impérialiste et sioniste sur la vie politico-économique de notre pays (...) ne cesse de bouleverser la conscience nationale du peuple marocain (...) Aussi ce sursaut de conscience légitime s'est-il traduit par une action d'autodéfense qui s'est manifestée dans le boycott sur tous les plans et dans une exigence de libération de notre économie et des rouages essentiels de notre État de la mainmise ennemie... » [5].

LE TEMPS DE L'EXODE

Comme tout phénomène social engageant l'ensemble des composantes d'une société en pleine mutation, la croisade contre les juifs nationaux s'inscrivait dans la logique d'une évolution sur le long terme. Ceux à qui profitait la campagne étaient justement ceux qui désiraient prendre la place des partants. Par milliers, de guerre lasse, des médecins, des avocats, des architectes, des grands et moyens commerçants, des cadres, des tailleurs, des mécaniciens... quittèrent le pays pour s'installer ailleurs, en particulier en Europe occidentale et au Canada. Ils ne furent pas chassés, juste poussés vers la porte de sortie. La conséquence pour le judaïsme marocain fut sans appel : « *La guerre de six jours fut*

pour lui, comme pour d'autres communautés juives vivant encore à l'époque dans le monde arabe, le début de la fin de son histoire... Une date pour le Magnificat, le Kaddish, la traditionnelle prière des morts ? Peut-être pas, mais là commencent les vraies paniques, tant appréhendées, la prise de conscience de ce que le départ est désormais inéluctable », dira plus tard un représentant communautaire qui croyait en un Maroc tolérant et attaché à ses juifs [6].

C'est dire que la guerre de juin 1967 fut fatale au vœu exprimé en 1955 par un leader communautaire juif marocain, Carlos de Nesry, qui appelait ses coreligionnaires à miser sur le Maroc et opter pour le « défi de rester » [7]. La réalité avait fini par prendre le dessus sur le mythe.

MOHAMMED HATIMI

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès.

Mohammed Hatimi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Orient XXI

<https://orientxxi.info/magazine/quand-la-presse-marocaine-appelait-au-boycott-des-juifs,1931>

Notes

[1] Robert Assaraf, *Une certaine histoire des Juifs du Maroc*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2005, p. 729.

[2] Yigal Bin-Nun, « La négociation de l'évacuation en masse des Juifs du Maroc », in Shmuel Trigano, *La fin du judaïsme en terres d'Islam*, Denoël, 2009, p. 303-358.

[3] R. Assaraf, *op. cit.*, p. 735.

[4] *Ibid.*, p. 62.

[5] R. Assaraf, *op. cit.*, p. 736.

[6] V. Malka, *op. cit.*, p. 61.

[7] Carlos de Nesry, *Les Juifs dans le Maroc nouveau*, Alger, Information juive, 1957 ; p. 6.